

DISCOURS DE CAROLE DELGA – LES RENCONTRES DE LA GAUCHE 2026

Samedi 19 septembre 2026 - Bram

Seul le prononcé fait foi

Cher(e)s ami(e)s,

Je suis heureuse de vous retrouver, ici à Bram, pour cette sixième édition des rencontres de la République en commun, cette République de l'attention et du partage, dont nous avons plus que jamais besoin et qui doit redevenir no.

Se retrouver, oui, pour débattre, échanger, construire, dans le respect de chacune et chacun, dans la diversité de nos opinions, en toute sérénité et franchise, et en toute convivialité bien entendu.

Se retrouver aussi pour nous serrer les coudes et aussi les cœurs, afin d'être prêt à répondre, ensemble, aux grands défis qui nous attendent.

Bram, c'est ce petit village d'irréductibles optimistes et progressistes, qui résiste à l'air ambiant du déclinisme, que l'on nous ressasse à longueur de journée ; qui lutte sans relâche contre les idées d'une extrême droite qui rêve de prendre sa revanche sur l'histoire de ce pays ; qui propose, surtout, un autre chemin, un chemin d'espoir et d'avenir pour nos concitoyens.

Bram, ce n'est pas l'acronyme d'un parti ou d'un clan. C'est un lieu de rassemblement, à ciel ouvert, avec toutes celles et de tous ceux qui estiment que rien n'est écrit. C'est le rendez-vous de celles et ceux qui croient encore et toujours comme le disait le poète Eluard, que l'on peut mettre « un peu de soleil dans l'eau froide » dans ce monde de plus en plus cynique et brutal.

Bram, au quotidien, c'est ce village rural loin de Paris, ce territoire audois avec beaucoup de vitalité mais où la République s'éloigne, parfois s'efface, petit à petit. Le sentiment d'abandon n'oppose par les campagnes aux quartiers populaires, au contraire. Je l'ai écrit dans une récente tribune au Nouvel Observateur : habitons-nous encore le même pays ? A cette question, quatre français sur dix répondent « non », soit 27 millions de nos concitoyens, eux qui habitent ces territoires oubliés, de France Métropolitaine et d'Outre-Mer, et dont ce sentiment d'abandon n'a jamais été aussi fort.

Mais si nous sommes ici rassemblés à Bram aujourd'hui, c'est que nous pensons qu'il n'y a pas de fatalité. Pas de fatalité à voir le prix de l'essence augmenté chaque jour, voir les commerces baisser rideau, les services publics disparaître, l'offre de santé se détériorer ou l'école publique se déliter. Pas de fatalité à voir les Français se diviser.

1/ Ma conviction est faite depuis longtemps : il n'y a pas de justice sociale sans justice territoriale. Et c'est cette quête absolue de justice qui nous permettra de remettre la France sur de bons rails.

Nous sommes rassemblés ici car nous portons une voix singulière et un espoir : celui d'une vie meilleure pour notre peuple. Nous sommes ici car nous sommes les héritiers de combats universels et de nouveaux droits qui ont transformé ce pays. Nous sommes ici parce que nous avons la conviction que ce qui nous anime est bien plus grand que nous, malgré les difficultés de la vie ou les tempêtes de l'Histoire.

Nous sommes ici parce que nous disons haut et fort ce que tout le monde dit tout bas : le pays n'en peut plus de l'injustice.

L'injustice du quotidien, celle qui fait vivre à l'euro près alors, qu'ailleurs, les profits s'amoncellent.

L'injustice des destins établis par son lieu de naissance ou son origine.

L'injustice, ce n'est pas qu'un mot, c'est cette petite voix qui vous accompagne chaque jour, au supermarché, à la banque, à l'école et qui vous susurre toujours : « ce n'est pas pour toi ». L'injustice, c'est cette compagne d'infortune qui vous

prend la main dès la naissance pour ne jamais vous lâcher. L'injustice, c'est ce qui ronge peu à peu ce pays, du petit village rural au quartier de la grande ville.

Eh bien, je le dis, ici avec force : l'injustice que subit une grande majorité de Français n'est pas une fatalité parce qu'elle résulte de choix politiques.

Oui nous pouvons agir dès à présent, sur le pouvoir d'achat, sur le pouvoir de vivre.

Oui, nous pouvons stopper l'augmentation délirante du prix de l'essence qui chamboule tant de vies au quotidien. Cette semaine, le prix au litre frôle les 2,30 euros alors qu'au même moment on annonce des dividendes records de 61 milliards d'euros pour les sociétés françaises cotées en bourse. Alors, pourquoi attendre la réouverture hypothétique du détroit d'Ormuz ou du bon vouloir de Trump et de la dictature iranienne ? Pourquoi attendre qu'une nouvelle fois, les ronds-points du pays se parent du jaune de la colère légitime et bloquent l'activité économique locale ?

Il est temps de mettre en place la taxe sur les superprofits qui permettrait, par exemple, l'instauration d'une aide à la mobilité pour 10 millions de Français.

Il est temps, aussi, de bâtir un budget 2027 plus juste, avec la CSG progressive pour mieux vivre de son travail garantissant une augmentation des salaires, mesure là aussi immédiatement finançable en imposant plus fortement les grands héritages.

Il est temps, surtout, de mettre fin à ce ruissellement par le haut, cette indécente course aux profits pour quelques-uns qui broie les vies du plus grand nombre.

Au-delà de l'urgence, nous ne redressons pas ce pays, nous ne préserverons pas son unité, si nous ne résolvons pas cette question centrale de la justice sociale et territoriale qui doit être, selon moi, au cœur de la prochaine présidentielle.

Et c'est la responsabilité de la gauche de remettre sur le devant de la scène cette question fondamentale de l'égalité de la naissance à la retraite, elle qui doit, qui devrait porter une nouvelle politique de l'attention.

Une politique de l'attention, c'est une République qui ne recule plus devant le déterminisme social ou territorial figeant le destin de millions d'enfants.

C'est une République qui ne se contente pas de proclamer l'égalité, mais qui écoute ceux qui n'en bénéficient plus et adapte ses moyens pour la rétablir.

Cette politique de l'attention, c'est l'anti-Macron.

C'est une République de la considération, de la confiance, qui associe et rassemble, les élus locaux, les associations, les forces vives des territoires, les citoyens autour d'objectifs communs et partagés. Sans faux-semblants. Qui n'invite pas le demandeur d'emploi à traverser la rue, qui ne laisse pas, au bord du chemin, les cahiers de doléances des Gilets Jaunes ou les engagements de la Convention citoyenne pour le climat.

C'est une République à visage humain qui redonne vie dans la proximité à ses services publics, notre bien commun et bien souvent le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

C'est une République qui reprend le contrôle de l'aménagement de son territoire, au lieu de le brader au secteur marchand, et je pense notamment à la petite enfance, au handicap ou la prise en charge de nos aînés et à la proposition ici même, il y a deux ans, de Benoît Hamon.

C'est une République, comme nous le faisons en Occitanie avec notre majorité de gauche que je salue chaleureusement, qui salarie 130 médecins pour lutter contre les déserts médicaux, décide le train à 1 euro ou met en place la rentrée la moins chère de France pour plus de 230.000 familles.

C'est une République, comme discuté dans la dernière table ronde, qui met en place un récit positif, celui d'une France rassemblée, autour d'objectifs communs et concrets, et qui redonne de l'éclat à sa devise : la liberté d'espérer un avenir

meilleur, l'égalité garantissant à chacun une vie digne, la fraternité comme ciment de la Nation.

2/ Mon autre conviction est que la France doit retrouver les chemins de la production.

Produire, oui, pour recréer de la richesse dans tous les territoires, pour favoriser l'emploi et booster la formation, pour soutenir le pouvoir d'achat.

Produire, pour continuer à moderniser le pays, pour l'équiper, le transformer pour relever les défis écologiques d'aujourd'hui et de demain.

Produire, afin de regagner de la souveraineté, en France et aussi en Europe, pour ne pas dépendre des grands empires, américain, chinois ou russe, qui tentent de nous asphyxier économiquement chaque jour davantage.

Je pense bien entendu en premier lieu à l'agriculture et donc à nos paysans, nos viticulteurs, nos pêcheurs. Pour la première fois depuis cinquante ans, l'excédent commercial agroalimentaire est au plus bas, tandis que dans le même temps, 75% des exploitations ont disparu. Le « grenier de l'Europe » est en danger et, avec lui, nos territoires, nos appellations, et au fond, notre art de vivre.

Je le crois sincèrement : notre agriculture peut de nouveau redevenir souveraine, rentable et durable. Les outils sont là, ne manque que le volontarisme : des clauses miroir à la régulation des marges, de la gestion de l'eau aux cultures régénératrices, et surtout, la simplification administrative. L'agriculture de ce pays nécessite un véritable Plan Marshall, avec une vision d'avenir, positive et rassembleuse, prenant à bras le corps le défi de la transmission des exploitations et de l'installation de jeunes puisque la moitié de nos agriculteurs partent à la retraite d'ici quelques années... Ce plan « Produire pour nourrir sainement », il est prêt pour l'Occitanie comme pour notre pays : je l'ai présenté au Salon de l'Agriculture en février dernier (un mot pour S. Le Foll ?).

Je pense aussi à l'industrie. Si je me bats comme une lionne, avec les syndicats, les salariés, les élus locaux, pour Fibre Excellence et que je me suis battu pour racheter le site de la SAM à Viviès dans l'Aveyron et y faire venir deux entreprises dès cette année, c'est justement parce que l'industrie doit être au cœur de la reconquête. Un mot qu'on ne doit pas laisser au parti de Zemmour et Knafo.

Certains, au plus haut de l'État, visiblement agacé par ma détermination, ont dit : « Faîtes la taire ». Non, je ne me tais pas quand des centaines d'emplois directs et indirects sont en jeu. Non, je ne me tais pas quand on veut envoyer à

la casse un savoir-faire et une filière entière, comme celle de la pâte à papier française et du bois. Non je ne me tais pas quand l'État abandonne, sans lutter, sans chercher de solutions, des dizaines, des centaines d'entreprises qui maillent le pays.

Voilà pourquoi j'ai proposé la nationalisation temporaire de Fibre Excellence et obtenu trois mois supplémentaires pour boucler le dossier de reprise. Voilà pourquoi je me bats pour obtenir un véritable fonds de réindustrialisation pour nos usines des territoires oubliés. Parce que je n'accepte pas ce défaitisme, souvent ce cynisme, ce règne du tableau Excel, qui fait fi des salariés et des vies qui en dépendent.

Parce que je n'accepte pas que l'on brade ce pays à la découpe alors qu'il a tant de talents, d'entrepreneurs qui se battent chaque jour pour l'emploi et tiennent à bout de bras la croissance.

Je pense aussi à la production du savoir. Et singulièrement à notre jeunesse qui, demain, sera aux commandes du pays et de nos entreprises. Comment accepter cette véritable fuite des cerveaux qui se déroule sous nos yeux, 15.000 départs par an de diplômés très qualifiés, alors que notre machine économique a besoin

de 100.000 ingénieurs par an pour se maintenir au niveau technologiquement ?

Et ce, en pleine révolution de l'IA.

Comment accepter que 75.000 de nos jeunes quittent chaque année le système scolaire sans formation ?

Comment accepter, enfin, que soient augmentés les droits d'inscription à l'université, que baissent les APL, que l'algorithme Parcoursup élimine froidement des milliers d'élèves dans la moiteur de l'été...

L'éducation doit redevenir une priorité nationale et pas seulement dans les mots : parce que l'école est le lieu même où l'on peut briser ce déterminisme social qui étouffe la vie de millions de Français.

Et parce que je crois à la production, comme moteur du redressement du pays, je crois qu'il est temps de bâtir et de construire à nouveau. Bâtir les infrastructures d'énergies, de transports indispensables pour demain, je pense en Occitanie, aux deux LGV, à l'éolien en mer à Port-la-nouvelle, à la nécessaire modernisation de Golfech et de Tricastin ou encore à notre projet de sécurisation d'accès en eau AquaDomitia.

Construire ces logements indispensables, la liste d'attente dans les HLM atteignant les 5 millions de personnes. Bâtir, construire, pour redonner de l'allant au secteur du BTP, à nos artisans, et de l'emploi sur les territoires.

Bâtir et construire, c'est aussi, mieux anticiper les conséquences du réchauffement climatique, c'est accélérer la rénovation thermique de centaines de milliers de logements. Car construire, oui, rime toujours avec avenir.

3/ Ce projet positif est la seule alternative au renoncement et à l'extrême droite

Ce projet positif, que nous portons à Bram, n'est pas un doux rêve. Il résulte bien d'une volonté, politique et donc de choix. Durant dix ans, d'autres choix ont été faits : celui de laisser faire le marché, celui d'accommoder ou de favoriser les privilégiés, celui de décider seul ou à quelques-uns, loin des réalités.

Les résultats sont là, pas besoin d'en rajouter. Ces politiques injustes, cette manière de gouverner, autoritaire et vertical, auront été un puissant carburant au service de l'extrême droite, amenant celle-ci aux portes du pouvoir.

Que propose-t-elle ? Si on tend l'oreille vers Madame Le Pen ou Monsieur Bardella, suivant les jours, on ne sait plus trop, car le RN cache ses véritables intentions et a choisi la stratégie de la confusion ou du silence.

Par contre, si on visionne, si on écoute bien la vidéo du policier municipal de Carcassonne membre du service d'ordre du RN, on comprend mieux, si je puis dire : le même substrat que Jean-Marie Le Pen, le même programme de cette extrême droite qui a bien été au pouvoir 4 années noires pour le pays durant la seconde guerre mondiale.

Un programme de haine contre l'étranger, contre l'immigré, contre la femme voilée. Un programme qui s'assied sur la Justice et l'Etat de droit. Un programme qui nous mettrait au ban de l'Europe.

Quand je vois certains dirigeants de la droite, certains journalistes, certains patrons dire que Mme Le Pen n'est pas d'extrême droite, je les appelle à se ressaisir.

Je leur dis : ne banalisez jamais les idées d'extrême droite, ne jouez pas avec ce feu qui a déjà brûlé par le passé tous ceux qui ont tenté d'apprivoiser la flamme.

Je leur dis de rouvrir leurs livres d'histoire mais aussi de regarder les accointances du RN avec d'autres partis d'extrême droite en Europe, de pointer leurs votes au Parlement européen, à l'Assemblée ou dans les conseils régionaux comme l'Occitanie, de prendre acte de la disparition du drapeau européen sur

certains frontons de mairies, encore pas loin d'ici, symbole vivant de la lutte aux côtés du peuple ukrainien face à l'agresseur russe. Ou encore du drapeau LGBT.

Et je dis aussi, à tous ces Français du peuple, à cette France populaire dans ces territoires oubliés, de ne pas se laisser enfumer par le RN. La preuve par la rentrée dans certaines municipalités tenues par l'extrême droite : la fin de la cantine gratuite à Saint Savin en Gironde ; la suppression des navettes scolaires à Hayange (Moselle) ; l'arrêt de la fourniture des kits scolaires à Billy Montigny dans le Pas de Calais ou à Nice ; la suppression de festivals, d'expositions à Castres, à Bagnols, à Vauvert.

C'est cela le vrai visage du RN : pas le papier glacé de l'amourette de Bardella, mais le visage glaçant d'une politique dure pour les minorités, pour les plus faibles, les plus démunis, les plus précaires.

4/ La gauche du travail et de la confiance

Non, mes amis, je vous le redis, rien n'est écrit, à condition d'y croire et se battre, comme les démocrates hongrois qui ont mis Orban dehors, comme la gauche

suédoise qui a écarté la coalition droite/extrême droite il y a quelques jours. Oui chaque victoire de l'extrême droite comme celle en Saxe Anhalt fait mal.

Mais dans la grande bataille qui s'engage contre ces forces de la régression et du chaos, chaque victoire est précieuse et nous montre le chemin. Car nous le voyons bien : c'est toute l'Europe des Lumières qui se bat, pied à pied, contre l'extrême droite. Et de l'Espagne à l'Angleterre, de la Suède à la Pologne en passant par la Bulgarie, les forces du progrès sont en première ligne !

Je refuse « l'esprit de défaite » et c'est pourquoi je soutiens RG dans cette primaire de la gauche que j'espère constructive et sincère. C'est pour cela que j'avais invité à Bram l'ensemble des candidats, je veux d'ailleurs saluer chaleureusement la présence parmi nous de Jérôme Guedj et d'Emmanuel Maurel qui ont fait le déplacement (les faire applaudir).

Raphaël a selon moi deux qualités qui font de lui un bon candidat pour notre famille politique et, je l'espère, un bon président de la République pour la France.

La première, c'est sa capacité à résister, comme il le fait au Parlement européen, à l'inclinaison d'une partie du monde politique vers l'autoritarisme et l'abandon

des valeurs. Avec lui, je sais que mon pays regardera dans les yeux sans les baisser les Trump, les Poutine, les Xi Jinping. Avec lui, je sais que les valeurs de l'Europe ne seront pas bradées ou compromises sur l'autel de la realpolitik.

Sa deuxième qualité est la clarté.

Clarté de ce qu'il veut pour la gauche. Une gauche de l'écoute et du dialogue.

Une gauche de la réforme et du volontarisme. Une gauche de la confiance qui redevient elle-même, éprise de justice sociale, capable de résister aux puissants parce qu'animée par le seul intérêt qui vaille, celui de l'intérêt général.

Une gauche qui ne transige pas avec son histoire et ses valeurs, et notamment la laïcité, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, et qui surtout, ne les bradent pas au premier accord électoral venu.

Je fais ce choix pour Raphaël et son projet, que nous construisons ensemble avec toute l'équipe, certains présents aujourd'hui (Yannick, Lamia, Laurence, Guillaume, Michaël, etc. A compléter).

Je fais le choix d'un programme positif et non d'une posture. Je fais ce choix en conscience, fidèle à ce que je suis, à ce que je crois.

Dans quelques semaines, les militants et sympathisants de gauche auront à désigner leur candidat. Je forme le vœu, ici, avec vous, d'une primaire

transparente et dynamique, permettant, non seulement de choisir notre candidat, mais d'apporter la preuve aux Français que notre famille politique est là où elle doit être : à leurs côtés, en responsabilité, pour demain redresser le pays et redonner des couleurs à notre République, en étant fidèle à son histoire et ses valeurs, et singulièrement la fraternité qui me semble essentielle dans la période que nous traversons.

5/ En conclusion, je voudrais justement vous parler de fraternité.

Je parlais toute à l'heure de produire à nouveau. Il nous faut aussi produire à nouveau de la fraternité.

La fraternité, c'est ce lien de solidarité mais aussi de respect mutuel qui unit les gens car comme disait Martin Luther King,

« Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir ensemble comme des idiots ».

Vivre de nouveau ensemble, c'est je crois, un beau programme pour notre pays qui ne supporte plus les divisions et la brutalisation du débat public. Vivre

ensemble, en faisant attention à l'autre, et non en le voyant comme un étranger, un adversaire ou un ennemi.

Vivre ensemble, oui, dans le bonheur comme dans le malheur. Voilà pourquoi je tiens à saluer une nouvelle fois les pompiers, professionnels ou volontaires, la sécurité civile et l'ensemble des forces de sécurité, qui ont lutté ensemble tout l'été face à la canicule et les incendies. C'est également au nom de cette fraternité que j'ai décidé de donner une partie de la recette de ces Rencontres de Bram au village de Pomas touché par une terrible tornade voici quelques semaines (montée sur scène du maire, du président de l'Agglo, de la présidente du CD11), ainsi qu'aux communes des PO sinistrés par le mégafeu de Trévillach en juillet (voir élus ?).

C'est, enfin, par fraternité et reconnaissance que je remercie les associations présentes dans le village associatif (montée sur scène ?), elles qui font vivre au quotidien cette fraternité et cette solidarité, tout comme l'ensemble des bénévoles et des intervenants qui, par leur dévouement et leur énergie, concourent à faire de cette journée de septembre à Bram un rendez-vous si particulier.

Mes cher(e)s ami(e)s, je vous souhaite, je nous souhaite, une belle journée sous le soleil de Bram. Une journée pour être ensemble. Une journée pour réfléchir et agir ensemble. Une journée pour espérer ensemble.

Vive Bram, vive notre République en commun, vive la France !